



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 janvier 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité d'experts de l'administration publique

#### Onzième session

New York, 16-20 avril 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire\*

#### Examen du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies

### Examen du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies

#### Rapport du Secrétariat

#### *Résumé*

Le présent rapport met en relief les principales activités qui ont été menées par le Secrétariat en 2011 dans le cadre du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies. Il expose aussi le cadre stratégique et la portée des activités prévues pour l'exercice biennal 2012-2013. Le Comité d'experts de l'administration publique est invité à examiner ces activités, qui ont pour objet d'aider les pouvoirs publics, aux niveaux national et local, à régler les problèmes de gouvernance et d'administration qui se posent à eux ainsi que les problèmes nouveaux associés à la mondialisation, et à faire part au Secrétariat de ses observations à leur sujet.

---

\* E/C.16/2012/1.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Principales activités menées en 2011.....	3
A. Services d'organes intergouvernementaux.....	3
B. Recherche analytique .....	5
C. Mise en commun et formation .....	8
D. Sensibilisation et création de partenariats.....	12
E. Assistance consultative.....	19
III. Projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2012-2013.....	22
IV. Recommandations .....	24

## **I. Introduction**

1. Le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies est principalement exécuté par la Division de l'administration publique et de la gestion du développement, qui relève du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat. La Division aide les États Membres de l'ONU à favoriser la mise en place d'administrations et de services publics efficaces, rationnels, participatifs, transparents, responsables, propres et axés sur les citoyens, par le biais d'innovations et de technologies qui leur permettent d'atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment ceux du Millénaire pour le développement.

2. Le présent rapport souligne, aux fins d'examen par le Comité d'experts de l'administration publique, les principales activités qui ont été menées par le Secrétariat en 2011 dans le cadre du Programme.

3. Il expose aussi le cadre stratégique et la portée des activités qu'il est prévu de mettre en œuvre pendant l'exercice biennal 2012-2013. Il est demandé au Comité d'examiner ces activités, qui ont pour objet d'aider les pouvoirs publics, aux niveaux national et local, à régler les problèmes de gouvernance et d'administration qui se posent à eux, ainsi que les problèmes nouveaux qui procèdent de la mondialisation, et de faire part au Secrétariat de ses observations à leur sujet.

## **II. Principales activités menées en 2011**

4. Les activités que le Secrétariat de l'ONU entreprend dans le domaine de l'administration publique et des finances relèvent du sous-programme 8 (Administration publique et gestion du développement) du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme et sont exécutées par la Division de l'administration publique et de la gestion du développement. L'objectif est d'aider les gouvernements – en particulier ceux qui en ont fait la demande, ainsi que les pays en développement, notamment les moins avancés, ceux qui sortent d'un conflit, ceux qui traversent une crise et ceux qui sont en période de transition. On trouvera ci-après la synthèse des principales activités menées à ces divers titres en 2011.

### **A. Service d'organes intergouvernementaux**

#### **Assemblée générale, Conseil économique et social et Comité d'experts de l'administration publique**

5. Les mandats de la Division de l'administration publique et de la gestion du développement découlent des résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. En assurant des services d'appui aux organes intergouvernementaux, la Division s'efforce d'enrichir les échanges, de faire œuvre de sensibilisation, de suggérer des solutions possibles et des approches communes qui permettent d'améliorer le service public, en particulier en ce qui concerne les questions transversales touchant au développement institutionnel et au renforcement des capacités humaines dans le secteur public, à la participation citoyenne à la gestion du développement, au développement de l'administration en

ligne et mobile, ainsi qu'aux technologies de l'information et des communications (TIC) au service du développement, l'accent étant mis sur le secteur public.

6. Les effets positifs des activités de la Division se perçoivent dans les résolutions et décisions adoptées en 2011, qui contiennent pas moins de neuf références ou recommandations se rapportant à des organes intergouvernementaux, y compris la résolution 65/1 de l'Assemblée générale intitulée « Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement »; les résolutions 65/141 et 66/184 sur les technologies de l'information et des communications au service du développement; et la déclaration de Marrakech sur la prévention de la corruption, adoptée par la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, à sa quatrième session (voir CAC/COSP/2011/14, chap. I.A); les résolutions 2011/2 et 2011/22 du Conseil économique et social adoptées au titre des rapports du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de ses neuvième et dixième sessions respectivement. Ils ressortent également du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la coopération sur les questions de politiques publiques nationales concernant Internet (E/2011/103-A/66/77); et de la résolution 2011/16 du Conseil économique et social sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international (A/65/64-E/2010/12).

7. Dans sa résolution 66/184, l'Assemblée générale a particulièrement pris note des activités que mène la Division dans le domaine du renforcement de la coopération sur les questions de politiques publiques nationales concernant Internet (la première fois que ce thème précis est abordé). L'Assemblée a également relevé pour la première fois les tendances positives qui se dégagent de la cyberadministration, entre autres, et souligné le rôle important que doivent jouer les gouvernements dans l'élaboration de leurs grandes orientations nationales et dans la prestation de services publics qui répondent aux besoins et aux priorités de leur pays, notamment en exploitant efficacement les technologies de l'information et des communications. En outre, l'Assemblée a apprécié le rôle que joue le Groupe des Nations Unies sur la société de l'information, mécanisme interinstitutions qui a pour tâche de coordonner la mise en œuvre par les organismes des Nations Unies des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information. Le Département des affaires économiques et sociales assure actuellement la vice-présidence du Groupe, l'Union internationale des télécommunications, la présidence et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'autre vice-présidence.

8. Dans la déclaration de Marrakech sur la prévention de la corruption, la Conférence des États parties a noté avec satisfaction la coopération entre le secrétariat de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Département des affaires économiques et sociales sur la prévention de la corruption dans le secteur public, et demandé au secrétariat de poursuivre cette coopération, notamment dans le cadre des prix Champion du service public décernés par l'ONU, ainsi que d'autres initiatives et activités visant à améliorer le fonctionnement du service public et prévenir la corruption.

### **Comité d'experts de l'administration publique**

9. La Division a fourni des services fonctionnels et administratifs au Comité d'experts de l'administration publique<sup>1</sup> à sa dixième session, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 4 au 8 avril 2011. Le thème principal de la réunion était « Gouvernance publique au service de l'amélioration de la qualité de la vie humaine, en particulier par la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement ». Dans le cadre de la gouvernance axée sur les résultats, les sous-thèmes abordés lors de la session étaient les suivants : a) cadres conceptuels et opérationnels; b) pays sortant d'un conflit armé ou se relevant d'une catastrophe; c) politiques de protection sociale des populations vulnérables; d) gestion des résultats dans le domaine de la gouvernance eu égard à l'éducation, thème de l'examen ministériel annuel de 2011 du Conseil économique et social (voir E/2011/44-E/C.16/2011/15, chap. III.B).

## **B. Recherche analytique**

### **Études des Nations Unies sur l'administration publique des pays**

10. Le vaste rayon d'action de l'ONU et son pouvoir fédérateur lui permettent de fournir des informations complètes et actualisées, ainsi que des évaluations, au sujet d'interventions susceptibles d'accélérer la réalisation des objectifs de développement dont il a été convenu au plan international, notamment les objectifs du Millénaire. À cette fin, l'initiative baptisée « Études des Nations Unies sur l'administration publique des pays » a continué d'être renforcée en 2011 et sera maintenue par la Division dans le cadre de l'établissement des descriptifs de la gouvernance et de l'administration des 193 États Membres de l'ONU, tenus à jour par elle, et intégrés à une base de connaissances actualisée et d'accès facile en ligne. Cette nouvelle initiative a déjà reçu des commentaires très positifs de la part d'un grand nombre d'États Membres.

11. La base de connaissances en question aidera les gouvernements à prendre des décisions reposant sur les faits, en leur fournissant des données nationales et des aperçus d'ensemble sur les enjeux traditionnels et les nouveaux sujets d'études liés à la gouvernance et à l'administration publique.

12. Le contenu de cette base de connaissances est organisé par pays, par régions et par thèmes. Ceux-ci correspondent aux huit objectifs du Millénaire pour le développement. Grâce à une interface qui obéit à une logique intuitive et qui est proposée dans les six langues officielles de l'ONU, il est facile de naviguer dans la base, qui donne accès à un riche ensemble de références et de documents de première main sur la gouvernance et l'administration publiques :

- a) Développement des institutions gouvernementales et mises en valeur des ressources humaines :
  - i) Codes de conduite et autres cadres juridiques régissant le comportement des fonctionnaires;
  - ii) Administrations nationales;

<sup>1</sup> Voir [www.unpan.org/cepa](http://www.unpan.org/cepa).

- iii) Représentation des femmes dans les administrations;
- iv) Transparence financière de la part des hauts fonctionnaires;
- v) Données sur le parlement électronique;
- b) Administration électronique et mobile :
  - i) Stratégies et politiques nationales en matière de cyberadministration;
  - ii) Indice de développement de la cyberadministration;
  - iii) Chefs de l'information ou équivalents au niveau national;
  - iv) Plates-formes/systèmes nationaux d'achat en ligne;
- c) Participation citoyenne à la gestion du développement :
  - i) Cadre juridique de participation citoyenne aux affaires publiques;
  - ii) Institutions/systèmes de participation citoyenne
  - iii) Voies/outils de participation citoyenne;
  - iv) Indice de participation électronique;
- d) Données sur la transparence dans les affaires publiques :
  - i) Lois relatives à la liberté de l'information;
  - ii) Lois relatives à la protection des données;
  - iii) Informations budgétaires au niveau national;
  - iv) Commissaires à l'information et à la protection de la vie privée ou équivalents.

### **Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne**

13. La publication phare de la Division, l'*Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne* (*United Nations e-Government Survey*)<sup>2</sup>, évalue 193 pays en fonction du degré de développement de l'administration en ligne et de participation électronique. Les rapports issus des études passées, qui fournissent des séries chronologiques et une analyse des tendances en ce qui concerne l'informatisation des services administratifs dans les régions et les pays, sont devenus des outils de référence pour mesurer la préparation des pays à l'administration en ligne.

14. Outre les références qui sont faites à l'Étude dans des publications<sup>3</sup>, le grand intérêt qu'elle suscite et les effets qu'elle produit se manifestent dans 45 articles qui mettent en relief les initiatives en matière de cyberadministration menées par les États Membres, les organismes internationaux et les organisations internationales. De surcroît, l'Étude est évoquée lors des stages de formation professionnelle effectués par exemple à Future Gov Academy et à l'Université de Boston.

---

<sup>2</sup> Voir [www.unpan.org/e-government](http://www.unpan.org/e-government).

<sup>3</sup> Voir, par exemple, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Towards More Effective and Dynamic Public Management in Mexico* (2011); *Journal of e-Governance Leading UN e-Government Initiatives*, IOS Press, vol. 34 (2011); et « Guidelines for Social Media Usage for United Arab Emirates Federal Government Entities » (février 2011).

15. En 2011, la Division a poursuivi la préparation de l'*Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne de 2012 : la cyberadministration au service du développement durable*, en procédant à la collecte, à la recherche et à l'analyse de données d'enquête. Tout en continuant à fournir à l'ONU les classements établis en matière de développement de la cyberadministration pour 2012, l'Étude analyse également la manière dont les pouvoirs publics mettent des politiques et programmes de cyberadministration au service de l'efficacité, de la rigueur et de l'inclusion, en tant qu'aspects des efforts de développement durable déployés à travers le monde. L'Étude de 2012 s'attache précisément à évaluer les services liés à l'environnement, notamment la fourniture d'informations et de services destinés à assurer la protection de l'environnement et la conservation des ressources, et partant, établit la première série de données sur des indicateurs de cyberécologie à l'ONU.

16. Le message de l'Étude de 2012 s'appuie sur des études précédentes et la place résolument dans le contexte du débat actuel autour de la question du développement à l'échelle mondiale. D'abord, en soulignant l'importance des progrès technologiques, du rôle des pouvoirs publics et du développement durable, il souligne aussi celle de la cyberadministration et des technologies de l'information et des communications en tant que parties intégrantes de la viabilité du développement. Ensuite, en étendant la notion de cyberadministration, il traduit le besoin de situer la cyberadministration au cœur de la pensée du développement, de manière à inscrire la recherche de solutions aux problèmes du secteur public dans le cadre d'une approche cohérente, coordonnée et synergique. Enfin, il appelle l'attention sur des modes de cyberadministration répondant aux normes actuelles et utilisés dans des pays d'avant-garde comme études de cas applicables à l'ensemble de l'administration publique et comme moyen de faire entrer les couches déshéritées dans le cercle du développement. L'Étude de 2012 reste le tout dernier progrès accompli dans le domaine du développement de la cyberadministration à travers le monde, même si elle met en garde contre la persistance du fossé numérique.

### **Réunions de groupes d'experts**

17. En 2011, la Division a tenu des réunions de groupes d'experts pour débattre des faits nouveaux et des nouvelles tendances en matière de gouvernance et d'administration publique. Les réunions ont été l'occasion pour les experts de confronter leurs connaissances et expériences pour déterminer les questions critiques et voir se dégager l'amorce d'un consensus sur les possibilités qui s'offraient. Les trois rapports sur les réunions de groupes d'experts s'intitulent : a) « Participation citoyenne en vue du renforcement du principe de responsabilité dans le secteur public et de la prévention de la corruption dans la prestation de services publics »; b) « Cyberachat : vers la transparence et l'efficacité dans la prestation des services publics »; et c) « Renforcement de l'administration et de l'autorité publiques aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local ».

18. Une réunion de groupe d'experts sur le thème intitulé « Stratégies visant à tirer les meilleurs talents dans la fonction publique en Afrique » a été organisée à l'intention de spécialistes et d'experts dans le domaine des ressources humaines en collaboration avec l'Africa Public Sector Human Resource Managers' Network et l'Association africaine d'administration et de gestion publiques à Lilongwe (Malawi), en novembre 2011, dans le cadre de la mise en œuvre du projet du

Compte pour le développement consacré au renforcement des capacités de gestion des ressources humaines du secteur public en Afrique.

19. Une réunion de groupe d'experts sur le thème intitulé « Participation citoyenne en faveur du renforcement du principe de responsabilité dans le secteur public et de la prévention de la corruption dans la prestation de services publics », organisée en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, s'est tenue à Vienne en juillet 2011. Au cours de la réunion de deux jours, 37 experts représentant des gouvernements, des organisations internationales, des institutions de la société civile et des milieux universitaires, ont confronté leur expérience sur le recours systématique et efficace des administrations publiques à l'action des citoyens et des organisations de la société civile pour renforcer la responsabilité et la prévention de la corruption.

20. Suite à une réunion de groupe d'experts tenue sur le cyberachat, la Division établira un guide à cet usage. La Banque asiatique de développement a invité la Division à présenter un exposé sur le guide lors de la Conférence sur les achats publics électroniques en Asie et dans le Pacifique qui s'est tenue à Bali (Indonésie), en novembre 2011, et à laquelle avaient participé tous les pays de la région. La Division a également été invitée à se joindre au Groupe de travail sur les achats publics électroniques présidé par la Banque mondiale. Ces partenariats constituent la reconnaissance par la communauté internationale que la Division dispose d'un cadre conceptuel cohérent lui permettant de traiter de questions de cyberachat assorties d'indicateurs d'objectifs de développement de la cyberadministration, de manière à accroître la transparence et l'efficacité de la prestation des services publics tout en combattant la corruption.

### **C. Mise en commun et formation**

21. Le Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration regroupe 27 institutions régionales et internationales et organismes liés à l'ONU. En 2011, il a continué à servir de facto de réseau et de portail mondiaux pour l'administration et la gouvernance publiques. De 2010 à 2011, les téléchargements de contenu ont augmenté de 18,4 % et les consultations de pages de 4,8 %.

22. Le Centre de formation en ligne du Réseau<sup>4</sup> est un système d'apprentissage en ligne, qui propose des cours de renforcement de capacités sur divers sujets se rapportant à la cyberadministration. Tout au long de 2011, le Centre a dispensé gratuitement 35 cours en ligne, consacrés à divers sujets sur l'administration électronique et mobile, la gestion des capacités institutionnelles et humaines dans l'administration publique et la gestion des connaissances dans les instances gouvernementales et aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire. Les cours s'adressent à des professionnels, notamment à des notables locaux, des responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes et de politiques de développement et des universitaires et à des étudiants en année d'administration publique.

23. En 2011, le Centre a ajouté plusieurs nouveaux cours intitulés :  
a) « Renforcement des capacités des administrateurs des ressources humaines » ;  
b) « Participation citoyenne à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le

---

<sup>4</sup> Voir [www.unpan.org/elearning](http://www.unpan.org/elearning).



développement »; et c) « Capacités en matière de ressources humaines du secteur public dans la région de l'Amérique latine ».

24. Les cours suivants ont été traduits : « Interopérabilité de la cyberadministration » en russe et « Ce qu'un responsable de la cyberadministration devrait savoir-introduction/tactique/stratégie » en roumain.

25. On a fait de deux outils pédagogiques sur support PDF des cours interactifs intitulés : « Gestion budgétaire de l'administration publique axée sur les résultats »; et « Gestion de qualité de l'administration publique ».

26. En 2011, 811 personnes se sont inscrites à des cours offerts par le Centre, ce qui s'est traduit par un taux de réussite de 79 %. Le cours qui a connu le plus de succès a été celui sur les principes de cyberadministration, suivi des cours consacrés au renforcement des capacités des administrateurs des ressources humaines et à la gestion des connaissances dans les organismes publics.

27. La Division, a, en coopération avec Microsoft, amélioré le Dispositif de mesure et d'évaluation de l'informatisation des services administratifs, en le faisant passer de la version 2.0 à la version 2.5. La nouvelle version est dotée d'une fonction d'établissement de rapports mieux élaborée et offre des solutions adaptées aux problèmes auxquels se heurtent les États Membres dans le développement de systèmes de cyberadministration. Le Dispositif de mesure et d'évaluation version 2.5 a été testé en Iraq, en Jordanie, au Maroc et en République-Unie de Tanzanie.

28. La panoplie de moyens de rétablissement de l'administration publique après un conflit a été mise au point en consultation avec les membres du Comité d'experts de l'administration publique pour fournir aux décideurs, professionnels et experts aux niveaux national et international, les outils nécessaires susceptibles de les aider à assurer le rétablissement de l'administration publique à long terme au lendemain d'un conflit violent. Les participants à la Conférence des ministres africains de la fonction publique et du service civique et la Commission de l'Union africaine ont fait part de leurs réactions au sujet de la mise au point de la panoplie de moyens nécessaires à ce rétablissement lors d'une réunion tenue à Brazzaville en octobre 2011 sur le thème « Reconstruction après conflit et développement ».

#### **Ateliers de renforcement des capacités**

29. Un atelier de renforcement des capacités organisé par la Division, l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires et le Conseil économique et social national du Kenya s'est tenu à Nairobi en mars 2011 sur le thème « Gestion des conseils économiques et sociaux comme élément moteur de la concertation nationale sur les politiques économiques et sociales ». L'atelier était axé sur le renforcement des capacités de gestion compte tenu des problèmes liés à la réalisation des objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris ceux du Millénaire.

30. Un atelier de renforcement des capacités organisé par la Division, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Africa Public Sector Human Resource Managers' Network et le Gouvernement éthiopien a eu lieu à Addis-Abeba en mars 2011 sur le thème « Action en faveur de la professionnalisation de la fonction publique : renforcement du rôle des responsables de la gestion des ressources humaines dans le secteur public en vue de l'application effective de la Charte africaine des valeurs et principes du service public et de

l'administration ». Des participants venus de 35 pays d'Afrique y ont assisté ainsi qu'un certain nombre d'organisations intergouvernementales et interrégionales dont l'Association africaine d'administration et de gestion publiques, le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement, l'Association internationale de la gestion publique pour les ressources humaines, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale.

31. Coorganisé par la Division, par l'intermédiaire du Centre mondial pour les technologies de l'information et des communications au Parlement et l'Assemblée nationale du Panama, un atelier de renforcement des capacités s'est tenu à Panama City en avril 2011 sur le thème « Utilisation des technologies de l'information et des communications en vue de l'instauration d'un réseau de collaboration entre les parlements d'Amérique latine et des Caraïbes ». À cette occasion, les secrétaires généraux de 16 parlements d'Amérique latine et des Caraïbes sont convenus d'établir un réseau d'échange entre parlements d'Amérique latine et des Caraïbes en vue de renforcer la coopération entre les administrations parlementaires de la région.

32. Un atelier de renforcement des capacités s'est déroulé à Vienne en juillet 2011 sur le thème « Participation citoyenne à l'amélioration de la prestation des services publics et au renforcement du principe de responsabilité ». Il était coorganisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et réunissait des représentants de gouvernements, d'organisations de la société civile et de milieux universitaires. Il a conclu qu'il fallait élaborer et examiner de nouvelles conceptions de la diversité des groupes de la société civile et des collectivités locales en vue de définir le rôle croissant que joue la responsabilisation sociale dans les secteurs de développement qu'englobent les objectifs du Millénaire pour le développement.

33. Quatre ateliers parallèles de renforcement des capacités se sont déroulés en marge de la cérémonie de remise des prix Champion du service public décernés par l'ONU en juin 2011, ateliers au cours desquels des experts ont présenté des exposés dans les domaines ci-après : a) intégrité et inventivité au service de la gouvernance publique; b) mobilisation des citoyens et des organisations de la société civile en faveur de l'efficacité, du respect du principe de responsabilité et de la transparence dans le cadre des stratégies de reconstruction et de relèvement mises en œuvre au lendemain de catastrophes naturelles; c) renforcement des capacités africaines en matière de cyberencadrement; et d) innovations de pointe en matière de prestation de services répondant aux besoins particuliers des femmes. Les résultats de ces ateliers ont inspiré la tenue d'une table ronde ministérielle et d'un dialogue intergénérationnel à l'issue desquels a été présentée la déclaration finale qui comportait des recommandations concrètes sur la manière d'améliorer les conditions de vie par le renforcement des capacités de l'administration publique dans les domaines fonctionnels et thématiques respectifs des ateliers susmentionnés.

34. Un atelier de renforcement des capacités centré sur le thème « Action en faveur du renforcement des capacités d'administration publique et d'encadrement au niveau local en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et ceux liés à d'autres programmes de développement » s'est tenu à Lilongwe (Malawi), en novembre 2011, en collaboration avec l'Association africaine d'administration et de gestion publiques et le Fonds d'équipement des Nations Unies. Y participaient des ministres responsables des administrations locales en Afrique et d'autres hauts responsables du secteur public qui ont eu à

évoquer à cette occasion la difficulté de renforcer l'administration publique pour améliorer la prestation de services publics au niveau local, notamment ceux directement liés aux objectifs du Millénaire pour le développement.

35. Un atelier de renforcement des capacités, axé sur le thème « Renforcement des capacités africaines en matière de cyberencadrement » et organisé en juin 2011 en coopération avec le Centre des Nations Unies sur la gouvernance, a examiné le rôle et l'importance de l'encadrement dans le développement de la cyberadministration. Les participants ont analysé les méthodes et les pratiques de référence destinées à permettre de relever les défis qui se posent à cet égard. L'atelier a offert aux cyberencadreurs africains l'occasion de confronter leurs difficultés et leurs pratiques à celles de leurs collègues d'autres régions.

36. Un atelier régional de renforcement des capacités consacré au thème « Gestion des conseils économiques et sociaux comme élément moteur de la concertation nationale sur les politiques économiques et sociales » et tenu en mars 2011, à Nairobi, a été organisé en collaboration avec l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires, le bureau du PNUD au Kenya et le Conseil économique et social national du Kenya. Il a été suivi d'une séance de formation sur les « Enseignements à tirer des forces et des faiblesses des initiatives de développement européen dans le cadre de la gestion des programmes au Kenya ».

37. Un atelier sur le thème « Mobilisation citoyenne en faveur du renforcement du principe de responsabilité et de la prévention de la corruption en vue de mieux assurer la prestation de services publics et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement » a été organisé en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, à Marrakech, en octobre 2011 en marge de la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Les participants ont présenté en séance plénière un texte soulignant l'importance de la mobilisation des citoyens et des organisations de la société civile en faveur de la lutte contre la corruption, et la nécessité d'une responsabilité de l'administration publique, d'une transparence et d'un cadre juridique conformément aux principes de la Convention. Ces contributions ont trouvé un écho dans la résolution 4/3, intitulée « Déclaration de Marrakech sur la prévention de la corruption ».

38. Un atelier de renforcement des capacités, sur le thème « Difficultés posées et possibilités offertes par la gouvernance participative dans les pays d'Afrique du Nord : participation des citoyens et de leurs organisations aux affaires publiques de développement par le biais d'institutions adéquates », s'est tenu en octobre 2011 à Rabat, en coopération avec la CEA et le Gouvernement marocain, par l'intermédiaire du Ministère de l'intérieur et du Ministère de la modernisation de la fonction publique. L'atelier a regroupé des experts et des spécialistes de la gouvernance publique en Afrique du Nord pour examiner les difficultés qui se posaient et les possibilités qui s'offraient actuellement à la région, plongée dans le « printemps arabe », en matière de mobilisation des citoyens et des organisations compétentes, l'objectif étant d'améliorer la gouvernance publique, d'assurer un respect plus strict du principe de responsabilité au sein de l'administration publique, de transformer celle-ci pour la rendre plus ouverte, plus inclusive et plus transparente et de promouvoir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

## **D. Sensibilisation et création de partenariats**

39. L'un des principaux objectifs de la Division est de promouvoir le dialogue, de faciliter l'accès à l'information, d'améliorer la mise en commun des connaissances, et de favoriser la création de partenariats entre les institutions internationales, régionales et nationales, notamment les organismes publics, privés, universitaires et sans but lucratif, au moyen du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration, du prix Champion du service public décerné par l'ONU et de la Journée des Nations Unies pour la fonction publique. La collaboration intersectorielle et la collaboration interinstitutions ont été particulièrement encouragées aux fins de l'intégration et de la cohésion des activités, des services et des produits proposés, ce qui rend nécessaires le concours d'équipes intersectorielles, la mise en place systématique de mécanismes d'exécution et de planification, et le renforcement de réseaux tels que le Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration et le groupe sur la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales.

40. Une réunion-débat sur l'administration publique et l'élimination de la pauvreté a été organisée en collaboration avec l'Institut international des sciences administratives à Lausanne (Suisse) en juillet 2011. L'Institut et la Division ont également établi un groupe de travail conjoint sur l'administration publique et l'élimination de la pauvreté.

41. Au titre de la création de partenariats, l'Association internationale des écoles et instituts d'administration et la Division ont constitué un groupe de travail international sur les normes d'excellence en matière d'administration publique au niveau local en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

### **Prix Champion du service public décerné par l'ONU et Journée des Nations Unies pour la fonction publique**

42. Dans sa résolution 57/277, l'Assemblée générale a désigné le 23 juin Journée des Nations Unies pour la fonction publique. En 2000, le Conseil économique et social a créé le prix Champion du service public décerné par l'ONU<sup>5</sup> pour encourager les États à fournir de meilleurs services publics. Il s'agit de la plus prestigieuse distinction internationale récompensant l'excellence d'un service public. À l'issue d'un concours organisé chaque année, le prix est décerné à des institutions publiques ayant fait la preuve de leur créativité en contribuant à promouvoir l'efficacité et la capacité d'ajustement de l'administration publique dans différents pays du monde.

43. En 2011, la cérémonie de remise du prix Champion du service public et le forum ONU-Afrique sur le service public axé sur le thème « Transformation de l'encadrement dans l'administration publique et innovation en matière de gouvernance : créer une vie meilleure pour tous » ont été coorganisés par la Division, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le Cabinet du Président de la République-Unie de Tanzanie, qui a accueilli la manifestation et en partenariat avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et

---

<sup>5</sup> Voir [www.unpan.org/unpsa](http://www.unpan.org/unpsa).

l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes), de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et avec le concours du bureau du PNUD en République-Unie de Tanzanie. Le forum s'est déroulé à Dar es-Salaam du 20 au 23 juin 2011.

44. Les nominations pour le prix Champion du service public ont augmenté de 44 % de 2010 à 2011. Deux nouvelles catégories « Action en faveur d'une prestation de services publics répondant aux besoins des femmes », en association avec ONU-Femmes, et « Action de prévention et de lutte contre la corruption dans le service public », en association avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ont été ajoutées pour refléter l'importance des questions relevant du secteur public liées à l'identification et à la présentation des innovations et des pratiques de référence.

45. Le professionnalisme, l'éthique et l'intégrité chez les dirigeants, la nécessité de donner voix au chapitre aux citoyens, y compris aux groupes vulnérables, l'importance du rôle des technologies de l'information et des communications dans la mise en œuvre des politiques publiques et l'importance d'un personnel du secteur public hautement qualifié et professionnel ont été certains des domaines de priorité qui se sont dégagés des débats tenus lors de la table ronde ministérielle organisée en marge de la cérémonie de remise du prix Champion du secteur public.

46. Au total, trois ateliers de renforcement des capacités ont été organisés lors de cette cérémonie sur les thèmes suivants : a) intégrité et inventivité au service de la gouvernance publique; b) mobilisation des citoyens et des organisations de la société civile en faveur de l'efficacité, du respect du principe de responsabilité et de la transparence dans le cadre des stratégies de reconstruction et de relèvement mises en œuvre au lendemain de catastrophes naturelles; et c) renforcement des capacités africaines en matière de cyberencadrement.

47. En outre, la Division a organisé, en collaboration avec ONU-Femmes, un atelier de renforcement des capacités sur le thème intitulé « Innovations de pointe en matière de prestation de services répondant aux besoins particuliers des femmes » pour discuter de la nécessité d'institutionnaliser la prestation de services publics répondant aux besoins particuliers des femmes et de promouvoir l'échange de bonnes pratiques concernant la prise en compte des femmes et de leurs besoins dans la gouvernance et l'administration publique afin de contribuer au développement économique et social.

48. Le prix Champion du service public a été décerné au total à 36 lauréats originaires des pays ci-après : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Brésil, Canada, Colombie, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Inde, Mexique, Oman, Roumanie, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Slovaquie, Thaïlande et Tunisie. La manifestation a permis de se faire une meilleure idée de la manière dont la conduite du gouvernement peut se révéler plus efficace dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement et d'en savoir davantage sur les solutions novatrices pouvant être apportées à des problèmes de gouvernance complexes.

49. La cérémonie de remise de prix a également été marquée par le lancement par le Département des affaires économiques et sociales de sa première application conçue pour des appareils mobiles : une publication interactive intitulée « United Nations innovations in public governance » (Innovations des Nations Unies en matière de gouvernance publique) présentant l'ensemble des lauréats de 2003 à

2011. L'application peut être téléchargée gratuitement de la boutique iTunes sur un iPhone ou un iPad. Elle est également disponible par l'intermédiaire des publications de l'ONU ou sous forme de livre électronique sur support Apple, Sony, Barnes & Noble et Amazon pour lecteurs électroniques.

**Groupe sur la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales**

50. En 2011, la Division a poursuivi son action visant à promouvoir la collaboration entre les entités compétentes des Nations Unies en tant que principal interlocuteur du groupe sur la gouvernance et le renforcement des capacités institutionnelles du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales. Les membres du groupe sont animés d'une volonté commune de renforcer la gouvernance et les institutions en vue d'aider les pays à formuler et à mettre en œuvre des politiques publiques propres à assurer la viabilité des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux du Millénaire et leur prise en main par les pouvoirs locaux.

51. La coopération entre les membres du groupe porte notamment sur les domaines suivants :

- a) Échange de connaissances par le biais du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration dans les domaines de la gouvernance et de l'administration publique (Département des affaires économiques et sociales, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Commission économique pour l'Europe (CEE), Université des Nations Unies (UNU);
- b) Participation citoyenne à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (Département des affaires économiques et sociales, CEA, CESAP);
- c) Définition de modalités de rétablissement de l'administration publique dans des pays relevant d'un conflit en Afrique et de création de conseils économiques et sociaux en Afrique (Département des affaires économiques et sociales, CEA, PNUD);
- d) Élaboration de cours de formation en ligne en espagnol par le biais du Centre de formation en ligne du Réseau dans le domaine de l'administration publique (Département des affaires économiques et sociales, CEPALC);
- e) Organisation de cours de formation élaborés par le Département des affaires économiques et sociales sur la cyberadministration (Département des affaires économiques et sociales, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche);
- f) Développement de la cyberadministration dans la région de l'Asie et du Pacifique par la création d'une base de connaissances (Département des affaires économiques et sociales, CESAP, UNU);
- g) Mise en œuvre de trois grandes orientations définies dans l'Agenda de Tunis (Sommet mondial sur la société de l'information) : grandes orientations 1, 7 (administration électronique) et 11 (Département des affaires économiques et

sociales, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, UNESCO, IUT);

h) Renforcement des capacités par le biais de projets notamment d'amélioration de la gestion des ressources humaines dans le secteur public en Afrique et d'autres projets nationaux, à Djibouti, en Mauritanie, au Mozambique, au Tchad et au Togo (Département des affaires économiques et sociales, CEA, PNUD);

i) Collaboration au titre de l'établissement et de l'évaluation d'une nouvelle catégorie, dans le cadre du prix Champion du service public décerné par l'ONU, sur la promotion de services publics adaptés aux différents besoins des hommes et des femmes (Département des affaires économiques et sociales, ONU-Femmes);

j) Collaboration au titre de l'établissement et de l'évaluation d'une nouvelle catégorie dans le cadre du prix Champion du service public décerné par l'ONU sur l'action de prévention et de lutte contre la corruption dans le service public (Département des affaires économiques et sociales, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime);

k) Atelier sur la mobilisation citoyenne en faveur de l'amélioration de la prestation de services publics et du renforcement du principe de responsabilité, en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour que les participants soient mieux à même d'analyser, d'élaborer, d'appliquer et d'évaluer les processus de participation citoyenne en vue d'améliorer l'efficacité et la responsabilisation dans la prestation de services publics dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

**Mise en œuvre des grandes orientations C1, C7 (administration électronique) et C11 définies lors du Sommet mondial sur la société de l'information**

52. Le Département des affaires économiques et sociales, en sa qualité de principal artisan de la mise en œuvre des grandes orientations C1, C7 (administration électronique) et C11 arrêtées dans l'Agenda de Tunis pour la société de l'information<sup>6</sup>, de Vice-Président nouvellement élu du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information et d'administrateur du Forum sur la gouvernance de l'Internet a donc continué de s'employer, par le biais de la Division, à faciliter un large échange de vues, d'informations et de données d'expérience entre divers organes des Nations Unies, acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et partenaires dans le cadre de plusieurs modalités et initiatives visant à promouvoir la concertation sur les politiques à suivre et les activités de plaidoyer nécessaires en vue de l'application des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information.

<sup>6</sup> Voir [www.unpan.org/dpadm/wsisfollowup](http://www.unpan.org/dpadm/wsisfollowup).

**Grande orientation C1 : le rôle des instances publiques chargées de la gouvernance et de toutes les parties prenantes dans la promotion des technologies de l'information et des communications et de leur mise au service du développement**

53. La sixième réunion de facilitation de la grande orientation C1 s'est tenue dans le cadre du Forum 2011 de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information, sous forme de réunion conjointe sur les grandes orientations C7 (administration électronique) et C11 (coopération internationale et régionale).

54. Un atelier sur une plus grande transparence du pouvoir et un plus grand degré de participation citoyenne à la promotion de l'efficacité et de la responsabilisation dans la prestation de services publics a été organisé par la Division, en coopération avec l'UIT, à Genève, lors du Forum 2011 de suivi du Sommet mondial sur la société de l'information.

55. L'édition 2012 de l'Enquête des Nations Unies sur la cyberadministration, axée sur la cyberadministration au service du développement durable, présente une évaluation actualisée des résultats obtenus en matière de cyberadministration par 193 États Membres, assortie d'une analyse comparative des tendances actuelles dans quatre domaines clefs : a) l'adoption d'une méthode de prestation de services par les administrations dans leur globalité, b) l'accessibilité, c) l'adaptation des utilisateurs à la prestation des services publics, et d) la prestation de services par des voies diverses.

56. Le thème sous-jacent de l'Enquête 2012, qui est la cyberadministration au service du développement durable, se veut une contribution à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) qui doit se tenir à Rio de Janeiro en juin 2012. Le rapport fait valoir qu'une accessibilité et un usage accrus peuvent aider à réduire la fracture numérique et à assurer un développement social bénéfique à tous tandis que le libre accès aux données offre la possibilité aux particuliers de les utiliser, réutiliser et de les intégrer à divers fichiers se rapportant au développement durable.

57. La Division est restée un acteur dominant au sein du Partenariat sur la mesure des technologies de l'information et des communications au service du développement en prenant part aux réunions de cette instance en 2011. En sa qualité de membre du groupe de travail chargé d'élaborer des indicateurs relatifs à la cyberadministration, la Division a aidé à mettre la dernière main au rapport du Partenariat sur un cadre d'élaboration d'indicateurs relatifs à la cyberadministration sur la base des travaux considérables qu'elle a effectués dans ce domaine. Le rapport définit une série d'indicateurs globaux relatifs à la cyberadministration à l'intention des États Membres et doit être présenté à la Commission de statistique de l'ONU en 2012.

**Grande orientation C7e : administration électronique**

58. En 2011, la Division a continué à renforcer son partenariat avec des institutions internationales et autres acteurs en vue de créer un mécanisme cohérent de soutien de la cyberadministration, qui prévoit ce qui suit : s'associer au Gouvernement colombien pour développer la cyberadministration en Amérique latine; s'associer à des banques multilatérales de développement dans le cadre du commerce électronique; s'associer à plusieurs universités pour affiner l'Enquête des



Nations Unies sur la cyberadministration et avec l'Université de Boston pour offrir une formation aux chefs des services d'information et aux hauts responsables de la cyberadministration. À ce jour, l'Université de Boston a dispensé quatre cours à des chefs de service d'information (2 en Arabie saoudite, 1 au Brunéi Darussalam et 1 au Qatar). Des discussions sont en cours pour organiser un stage similaire au Bahreïn.

59. Le volume IV du Recueil des pratiques novatrices d'administration en ligne a été achevé en 2011. Cette publication comporte une compilation d'études de cas de solutions, d'applications et de services novateurs dont des éléments peuvent être transférés et adaptés. En établissant le Recueil, la Division entend fournir un cadre de promotion et d'échange de solutions novatrices rentables et à valeur ajoutée, pour accélérer les innovations et favoriser un échange d'informations Sud-Sud et Nord-Sud.

60. En mars 2011, la Division a organisé une consultation sur le commerce électronique à Séoul, en tirant parti des apports de la Banque mondiale, de la Banque asiatique de développement et d'experts des Gouvernements de la Chine, de l'Italie, du Japon, du Mexique, des Philippines et de la République de Corée. En octobre 2011, la Division a également organisé une réunion de groupe d'experts sur le commerce électronique qui a abouti notamment à la décision de constituer un guide de cyberachat qui aidera les États Membres à améliorer la transparence et la responsabilisation. En outre, elle a été invitée par la Banque asiatique de développement et le Groupe de travail des banques multilatérales de développement sur le commerce électronique à présenter l'idée aux représentants des pays d'Asie et du Pacifique lors de la conférence Asie-Pacifique sur les achats publics électroniques, tenue à Bali (Indonésie) en novembre 2011, où l'initiative a été très bien accueillie.

61. La publication *M-Government: Mobile Technologies for Responsive Governments and Connected Societies* a été établie en collaboration avec l'UIT et l'OCDE et constituait un cadre par excellence de présentation, d'échange et de diffusion d'idées, d'information sur les logiciels pour mobile et les applications matérielles et de services pour aider les gouvernements à trouver des solutions aux problèmes liés au développement de l'administration mobile et à la participation citoyenne. Le rapport a souligné l'importance et l'utilité des technologies mobiles du fait de leur impact économique et social, examiné les principes fondamentaux qui permettent de devenir souples et omniprésents, relevé l'importance des modèles politiques et administratifs et aidera les gouvernements à mettre en place des administrations mobiles viables et à étendre au maximum le champ des possibilités afin d'améliorer la portée et l'efficacité des services publics fournis aux populations, pour le plus grand bien de tous.

### **Grande orientation C11 : coopération internationale et régionale**

62. En 2011, la Division a continué d'aider le secrétariat du Forum sur la gouvernance de l'Internet à épauler les multiples parties prenantes constituées d'experts et de spécialistes de la gouvernance de l'Internet et issues des administrations publiques, du secteur privé, de la société civile et de groupes techniques et universitaires, en analysant les problèmes auxquels se heurtait la gouvernance de l'Internet. La sixième réunion annuelle du Forum a eu lieu à Nairobi du 27 au 30 septembre 2011. C'était la première réunion depuis le

renouvellement du mandat du Forum par l'Assemblée générale dans sa résolution 65/141. Deux consultations préparatoires ouvertes et réunions du groupe consultatif multipartite se sont tenues pour fixer l'ordre du jour et les thèmes de la réunion de Nairobi et maintenir le dialogue en ligne. Le thème était intitulé « L'Internet comme catalyseur de changement : accès, développement, libertés et innovation ». Quelque 2 000 personnes ont assisté à la réunion et plus de 800 autres y ont participé à distance en se connectant à des nœuds d'ordinateurs situés à 47 endroits; 125 gouvernements étaient représentés et 68 représentants de médias internationaux étaient accrédités. La représentation régionale était à peu près la suivante : Afrique (53 %), Europe occidentale et autres pays (29 %), Asie (11 %), Amérique latine et Caraïbes (4 %) et Europe orientale (3 %). Par ailleurs, pour étendre l'action de sensibilisation, la Division et le secrétariat du Forum sur la gouvernance de l'Internet ont participé à des réunions régionales du Forum tenues en Afrique du Sud, au Singapour et aux États-Unis en 2011.

### **Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques**

63. Le vingt et unième Colloque ONU-Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques s'est tenu à Vienne du 13 au 15 juillet 2011 sur le thème intitulé « Pratiques efficaces en matière de coopération entre les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les citoyens visant à renforcer la responsabilité publique ». Y ont participé 140 représentants de 66 institutions supérieures de contrôle des finances publiques, du Département des affaires économiques et sociales, du Comité d'experts de la fonction publique, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres organisations internationales. Les conclusions et recommandations adoptées à l'issue du Colloque portaient notamment sur l'engagement de l'Association de contribuer au Sommet de Rio +20 à l'invitation de l'ONU; l'établissement d'un programme conjoint entre le Département et l'Association pour renforcer les capacités dans tous les pays afin d'améliorer le processus d'audit, la transparence et les moyens de lutte contre la corruption à tous les niveaux et contribuer de manière globale à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; et une contribution de l'Association à la prévention de la corruption dans l'esprit de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

### **Forum des administrations locales du Commonwealth**

64. La collaboration avec le Forum des administrations locales du Commonwealth dans le domaine du renforcement des capacités en matière d'encadrement pour conférer une efficacité aux administrations locales et le raffermissement des rouages de l'administration publique au niveau local en vue de la prestation de services dignes de ce nom tiennent compte des nécessités suivantes : a) appuyer les efforts que déploie le Gouvernement kényan pour appliquer la nouvelle politique de décentralisation prévue par la Constitution; b) assurer la viabilité de l'initiative de renforcement des capacités des administrations locales des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est en matière d'encadrement; c) doter les administrations locales de meilleurs moyens d'encadrement et de lutte contre la pauvreté en Afrique.

## E. Assistance consultative

65. La Division de l'administration publique et de la gestion du développement mène, par l'intermédiaire de ses trois services spécialisés, des activités de coopération technique qui consistent à fournir des services consultatifs et à organiser des formations sur des sujets relevant de sa compétence. En 2011, 36 missions consultatives ont été effectuées dans 25 pays, à la demande des États Membres. De façon générale, le programme de coopération technique de la Division vise à aider les administrations nationales et locales qui sollicitent son concours à renforcer les capacités des fonctionnaires et des organismes publics, mais aussi, de plus en plus, celles des organisations de la société civile, en vue de la réforme et de la modernisation des administrations publiques, en particulier dans les domaines prioritaires suivants : a) renforcement des capacités institutionnelles et des compétences en matière de ressources humaines; b) développement de la cyberadministration et de l'administration mobile; et c) mobilisation citoyenne au service de la gestion du développement. Il convient de noter que les conclusions et recommandations des missions consultatives et les produits des activités de formation, y compris les publications, sont incorporés dans les travaux normatifs et les actions de sensibilisation de la Division, et qu'ils servent de base au dialogue intergouvernemental qui s'est instauré dans le cadre du Conseil économique et social et du Comité d'experts de l'administration publique.

66. Le financement des projets de coopération technique est assuré par le Programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, le Compte pour le développement, des sources extrabudgétaires – fonds du PNUD ou fonds administrés par le PNUD – et de nombreux fonds d'affectation spéciale alimentés par les contributions de pays donateurs et d'organismes divers.

67. La Division a effectué une mission conjointe des Nations Unies avec l'équipe de pays des Nations Unies, le PNUD et le Bureau des Nations Unies au Burundi en mai 2011. Les conclusions de la mission conjointe, qui s'appuient sur les enseignements tirés du soutien apporté par le système des Nations Unies à l'administration publique et aux administrations locales, dans des situations d'après conflit, portaient notamment sur une évaluation de l'assistance des Nations Unies, ses résultats et ses incidences sur les processus de consolidation de la paix et du développement. L'évaluation s'est également intéressée à l'appui que l'ONU a fourni à l'administration publique et aux administrations locales au Burundi pour en faire de véritables facteurs de croissance et de développement économiques durables. La mission était composée de hauts représentants des partenaires de la communauté internationale et des organisations de la société civile, de ministres du Gouvernement burundais et de directeurs des institutions nouvellement créées, y compris des membres élus des administrations locales.

68. Le bureau du PNUD au Turkménistan a demandé à la Division d'aider l'Assemblée nationale du Turkménistan à se servir des technologies de l'information et des communications et de l'informatique pour rationaliser l'exécution des tâches et l'échange d'informations dans l'administration des affaires parlementaires, notamment en : a) assurant la planification stratégique des technologies de l'information et des communications destinées à son parlement; et b) améliorant l'efficacité des procédures parlementaires à l'aide de l'informatique.

**Centre des Nations Unies pour la gouvernance**

69. Le Département des affaires économiques et sociales et le Centre des Nations Unies pour la gouvernance ont conjointement organisé un atelier sur la cyberadministration en Asie et dans le Pacifique, en collaboration avec le Ministère de l'administration publique et de la sécurité de la République de Corée et la CESAP, en mai 2011. L'atelier avait pour objectif d'aider à renforcer les capacités d'élaboration de politiques de cyberadministration dans la région de l'Asie et du Pacifique, en offrant une occasion de discuter de problèmes qui se posent aux gouvernements, de cadres institutionnels, juridiques et réglementaires ainsi que de stratégies en matière de cyberadministration. Plus de 80 chefs de service d'information, hauts responsables de la cyberadministration et experts de milieux universitaires, du secteur privé et d'autres domaines originaires de l'Asie et du Pacifique y ont participé, à divers titres.

70. Un atelier de renforcement des capacités sur la gestion de l'information publique a été coorganisé par le Centre des Nations Unies pour la gouvernance, l'Infocomm Development Authority de Singapour et le bureau du PNUD en Malaisie, à Singapour en novembre 2011. Quarante-cinq participants originaires de 13 pays de la région de l'Asie et du Pacifique ont pris part à un échange d'idées sur les thèmes liés aux nouveaux enjeux de la gestion de l'information publique et de la sécurité de l'information (Emerging issues on public information management and information security), au plan de raccordement électronique de l'administration (Connected government framework) et aux perspectives technologiques et aux priorités des deux prochaines années en matière d'innovation et d'investissement (Technology horizons: innovation and investment focus for the next two years) ainsi qu'à des réunions-débats sur la gestion de l'information publique et le partenariat entre les secteurs public et privé.

**Centre mondial pour les technologies de l'information et des communications au Parlement**

71. Le Centre mondial pour les technologies de l'information et des communications au Parlement est demeuré à la pointe des efforts déployés par la Division et ses partenaires pour renforcer les capacités des parlements en matière d'exploitation des technologies de l'information et des communications et pour les rendre mieux à même d'exécuter leurs fonctions démocratiques et de supervision. Le Centre a organisé le quatrième Forum parlementaire sur l'édification de la société de l'information axé sur le thème « Le triple défi de la cybersécurité : information, citoyens et infrastructure » à Genève en mai. La rencontre a permis d'examiner les problèmes particuliers que posait l'utilisation illicite des technologies de l'information et des communications, tels que la sauvegarde des intérêts des particuliers dans un monde en réseau; la protection des informations, des données et des infrastructures publiques; et la solution transnationale au problème de la cybercriminalité.

72. Parmi les principales activités de renforcement des capacités, on peut citer l'activité de formation professionnelle organisée par le Centre en août 2011 à l'intention des bibliothèques parlementaires de l'Amérique latine et des Caraïbes pour qu'elles puissent mieux constituer, gérer et exploiter des ressources numériques. Le Centre a également élaboré à l'usage du personnel parlementaire deux manuels contenant des directives et des recommandations sur les modalités de

saisie et de communication des travaux parlementaires et sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans les bibliothèques parlementaires.

73. Le Centre a lancé la troisième étude mondiale des technologies de l'information et des communications au Parlement, en prévision de la publication du troisième numéro du Rapport mondial sur l'e-Parlement, qui suivra les tendances et les pratiques qui se dégagent autour des modes d'utilisation des technologies de l'information et des communications au Parlement.

74. Le Centre a coordonné ses travaux avec les activités prévues dans le cadre du plan d'action pour les i-parlements d'Afrique, l'initiative régionale menée par la Division, qui vise à favoriser la mise en place de systèmes d'information parlementaires de haute qualité et viables, de manière à assurer la transparence et la responsabilisation et qui prône la participation démocratique au sein des parlements africains.

#### **Appui à la mise en œuvre du plan d'action pour les i-parlements d'Afrique**

75. Deux initiatives ont été élaborées au titre du plan d'action pour les i-parlements d'Afrique à savoir le système d'information parlementaire et législatif de Bungeni, ensemble de logiciels destinés à la rédaction, à la gestion, à la synthèse et à la publication de textes législatifs et autres documents parlementaires; et l'Akoma Ntoso, langage destiné à l'Internet et servant à la réalisation de mises en page complexes de documents parlementaires, législatifs et judiciaires. Une autre initiative portait sur l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités du Réseau d'information parlementaire en Afrique.

#### **Renforcement du rôle des conseils nationaux, économiques et sociaux en Afrique**

76. En 2011, la Division et l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires ont poursuivi diverses activités de coopération en matière de conseils économiques et sociaux. Des séminaires régionaux de renforcement des capacités se sont tenus à Nairobi et à Rabat. En outre, des stages nationaux de formation destinés à améliorer la gestion des conseils économiques et sociaux et l'évaluation des politiques par ces conseils, se sont déroulés à Dakar, Brazzaville, N'Djamena et Nairobi. Un atelier spécial visant à examiner le rôle des conseils économiques et sociaux dans des situations d'après conflit a été organisé à Conakry. Par ailleurs, une action commune se rapportant à la création d'une section des United Nations Platform for Action Committee (UNPACS) consacrée aux conseils économiques et sociaux en temps qu'institutions pertinentes et importantes pour une gouvernance participative s'est poursuivie. Le succès du renforcement du rôle des conseils économiques et sociaux d'Afrique est devenu patent (par exemple, lorsqu'en 2011, pour la première fois, le Président d'un conseil économique et social d'Afrique, M. Babes, du Conseil économique et social du Maroc, a été élu Président de l'Association).

#### **Développement de la cyberadministration de renforcement des capacités**

77. La Division a organisé des missions et des réunions en Albanie, au Brunéi Darussalam et en Tunisie, pour renforcer le développement de la cyberadministration dans ces États Membres. On peut citer comme exemple la

mission au Brunéi Darussalam et la participation à la Conférence internationale sur le cybergouvernement et la simplification de l'administration. Les résultats de l'Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne de 2010 ont suscité un grand intérêt parmi les participants à la Conférence, et un certain nombre de pays ont même indiqué qu'ils les exploiteraient en guise de références dans le cadre de leurs programmes respectifs de développement de la cyberadministration. On peut citer comme autre exemple, la mission consultative en Albanie sur sa stratégie en matière de cyberadministration et sa mise en œuvre. Les discussions ont essentiellement porté sur l'appui de la Division au renforcement des capacités de cyberadministration de l'Albanie, pour l'aider à mieux prendre conscience de l'importance de s'attaquer aux problèmes de cyberadministration de manière globale. En outre, la réunion entre la Division et le bureau du PNUD a abouti à un accord prévoyant une étroite collaboration dans le domaine de la cyberadministration. Par ailleurs, une mission consultative a été effectuée en Tunisie dans le cadre du projet du PNUD visant à aider le pays à déterminer la voie à suivre pour y renforcer le développement de la cyberadministration. La méthodologie de l'Étude des Nations Unies sur l'administration en ligne ainsi que les forces et les faiblesses de la cyberadministration en Tunisie ont été présentées lors de la mission. Celle-ci a également conduit au parachèvement du mandat du projet du PNUD et au renforcement de la base de coopération avec ce dernier.

78. En collaboration avec le Gouvernement colombien, la Division a aidé à élaborer et à mettre en œuvre le projet régional de cyberadministration en mettant l'accent sur la cyberadministration et la coordination institutionnelle aux fins d'une meilleure prestation de services.

79. En coopération avec le Gouvernement iraquien et le PNUD, la Division a organisé une séance de renforcement des capacités pour déterminer le degré d'informatisation de l'Iraq, dans le cadre d'un atelier d'auto-évaluation en matière de cyberadministration et défini une stratégie de développement à cet égard.

80. La Division a organisé un atelier à l'intention de hauts responsables de la Jordanie, du Maroc et du Qatar, représentant des ministères et institutions chargés de fournir des services cyberadministratifs et de trouver des solutions aux problèmes rencontrés à cet égard, pour voir comment faire en sorte que leurs citoyens disposent d'un portail d'administration intégré.

81. Une mission consultative envoyée aux Émirats arabes unis a évalué leur stratégie nationale de cyberadministration, le cadre institutionnel des activités d'administration en ligne, ainsi que la teneur et les services électroniques, pour voir comment améliorer la collaboration avec leurs citoyens.

### **III. Projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2012-2013**

82. Le Comité est invité à faire part de ses observations concernant le sous-programme 8 (Administration publique et gestion du développement) du chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2012-2013.

83. Le projet de cadre stratégique s'établit comme suit :

**Objectif de l'Organisation :** Promouvoir une administration efficace, efficiente, transparente, responsable et privilégiant les citoyens dans les domaines suivants : a) développement institutionnel et renforcement des capacités humaines; b) développement de l'administration en ligne/mobile; et c) participation des citoyens et technologies de l'information et des communications au service de la gestion du développement

Réalisations escomptées (Secrétariat)	Indicateurs de succès
a) L'information et le partage des connaissances sont plus accessibles grâce au Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration et aux études des Nations Unies sur l'administration publique des pays.	a) i) Nombre accru de visites/consultations et téléchargements à partir du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration ii) Nombre accru de parties prenantes dans le domaine de l'administration publique et de la gouvernance bénéficiant de l'exploitation d'une base de connaissances en ligne sur l'administration publique
b) Une facilitation accrue du dialogue, des décisions et des actions relatives aux questions touchant à l'administration publique est appuyée de façon efficace par des publications, produits et services de meilleure qualité.	b) i) Nombre accru de références/recommandations/décisions figurant dans les résolutions des organes intergouvernementaux ii) Nombre accru de références/recommandations/décisions extraites de publications, produits et services externes iii) Davantage de commentaires positifs sur les activités de sensibilisation, de conseil et de formation du sous-programme
c) Les gouvernements, aux niveaux national et local, sont mieux à même de renforcer le professionnalisme, le respect du principe de responsabilité et l'excellence dans le secteur public.	c) i) Participation plus large au prix Champion du service public décerné par l'ONU et à la Journée des Nations Unies pour la fonction publique ii) Participation plus large aux formations, notamment en ligne iii) Nombre accru de services consultatifs demandés par les pays iv) Nombre accru de recommandations méthodologiques et techniques mises en œuvre par les gouvernements aux niveaux national, régional et local suite à des services consultatifs et à l'issue de projets de coopération technique

84. La stratégie mise en œuvre pour obtenir les résultats escomptés susmentionnés repose sur une démarche intégrée associant l'appui fonctionnel à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et au Comité d'experts de l'administration publique, le prix Champion du service public décerné par l'ONU et la Journée des Nations Unies pour la fonction publique, ainsi que la diffusion de travaux d'analyse, des activités de sensibilisation, des services consultatifs, des séances de formation et une mise en commun des connaissances en matière d'administration publique et de gestion du développement. Les objectifs de la stratégie sont les suivants :

a) Déclencher une prise de conscience à plus grande échelle, amener les gouvernements à adopter des méthodes communes, à comprendre les enjeux et à opter pour des politiques viables dans les grands domaines d'activité de l'administration publique et de la gestion du développement;

b) Obtenir le renforcement des partenariats et de la collaboration avec d'autres organisations internationales, régionales et professionnelles, tant publiques que privées, appartenant ou non au système des Nations Unies, afin de constituer une base de connaissances mondiale en ligne en matière d'administration publique et de gestion du développement, qui soit complète, utile et facile d'accès;

c) Fournir les résultats de recherches analytiques, des axes de sensibilisation, des services consultatifs, des séances de formation et diffuser des connaissances à l'intention des pays ou des institutions compétentes qui demandent de l'aide, mais aussi des pays en développement, notamment les moins avancés, des pays qui sortent d'un conflit ou d'une crise, et des pays qui connaissent une période de transition économique.

#### **IV. Recommandations**

85. Dans le cadre de sa session annuelle, le Comité d'experts de l'administration publique donne des avis au Secrétariat à propos de ses domaines d'activité. À sa dixième session en 2011, le Comité a, par le biais d'un projet de résolution, présenté au Conseil économique et social et adopté à sa session de fond de 2011, prié le Secrétariat :

a) De continuer à appuyer le développement du Réseau d'information en ligne des Nations Unies sur l'administration en vue de l'instauration de partenariats, de la diffusion et de la mise en commun de connaissances et de l'échange de pratiques de référence et d'enseignements tirés de l'expérience en matière d'administration publique;

b) De continuer à développer et promouvoir les études des Nations Unies sur les administrations publiques des pays, qui présentent des analyses et des études de cas, des lignes directrices et autres informations sur les pratiques de référence et les enseignements tirés de l'expérience dans le domaine de la gouvernance au service du développement, notamment dans les pays qui sortent d'un conflit armé ou qui subissent les effets cumulés de catastrophes successives;

c) De mieux faire connaître les perspectives qu'ouvre le prix Champion du service public décerné par l'Organisation, de diffuser des informations sur les bonnes pratiques et les innovations récompensées par ce prix et de



s'attacher à promouvoir et exploiter plus efficacement les initiatives novatrices en matière d'administration publique, notamment celles qui sont mises en avant par le prix;

d) De continuer à renforcer, dans les limites des ressources disponibles, son appui au renforcement des capacités dans le secteur public, notamment en ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines, et à la promotion des institutions de gouvernance participative, afin que partout l'administration publique soit plus ouverte, plus transparente, plus responsable et plus attentive aux préoccupations des citoyens, et à faire usage, selon que de besoin, d'études de cas pour les activités de renforcement des capacités et de formation, tout en évaluant l'impact;

e) De continuer à aider les pays, en particulier ceux qui sortent d'un conflit, à réaliser des analyses, définir des orientations et renforcer leurs capacités, notamment en ce qui concerne les moyens dont ils disposent pour promouvoir le développement;

f) De continuer à fournir aux pays qui se relèvent d'une catastrophe des conseils sur les politiques à adopter, un appui au renforcement des capacités et des outils permettant d'encourager les citoyens, les organisations de la société civile et le secteur privé à participer aux efforts de relèvement et de reconstruction, de renforcer l'application du principe de responsabilité dans l'administration publique et de prévenir la corruption;

g) De poursuivre ses activités sur le thème de la prestation de services publics et de la participation des citoyens aux efforts visant à faire appliquer le principe de responsabilité au sein de l'administration publique et à prévenir la corruption;

h) De continuer à promouvoir le renforcement des capacités et la coopération technique relativement à l'administration en ligne, notamment en poursuivant le développement du dispositif de mesure et d'évaluation de l'informatisation des services administratifs.